

# 6.1

## Avis et communiqués

---

---

**6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS****Accord multilatéral portant sur la consultation, la coopération et l'échange d'informations de l'Organisation internationale des commissions de valeurs mobilières.****Objet**

Cet avis a pour but de publier l'Accord multilatéral portant sur la consultation, la coopération et l'échange d'informations de l'Organisation internationale des commissions de valeurs mobilières (l'« OICV ») dont l'Autorité est signataire depuis le 17 décembre 2002.

Cet Accord a notamment pour objet de fournir, entre les signataires, soit des organismes gouvernementaux de régulation membres de l'OICV, l'assistance mutuelle la plus complète possible en vue de faciliter l'exécution des fonctions dont ils ont la charge dans leurs juridictions respectives et de permettre l'application et le respect des lois et réglementations de valeurs mobilières.

**Contexte**

L'Autorité publie aujourd'hui cet Accord en respect du nouvel article 15.6 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (L.R.Q., c. A-33.2), introduit par la *Loi modifiant la Loi sur l'Autorité des marchés financiers et d'autres dispositions législatives* (L.Q. 2008, c. 7) sanctionnée le 28 mai 2008.

L'article 15.6 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* permet à l'Autorité de communiquer, à un membre signataire de l'Accord et dans les conditions prévues, un renseignement ou un document obtenu ou préparé dans le cadre d'une vérification comptable des états financiers d'une personne morale ou d'une société visée par une enquête de l'Autorité, lorsque cette communication est nécessaire à l'exercice par ce membre signataire de son pouvoir d'enquête.

La liste des signataires, en annexe A de l'Accord ci-après publié, est en constance évolution et est disponible sur le site Internet de l'OICV à l'adresse suivante :

[http://www.iosco.org/library/index.cfm?section=mou\\_siglist](http://www.iosco.org/library/index.cfm?section=mou_siglist)

**Le 6 juin 2008**

**ACCORD MULTILATERAL  
PORTANT SUR LA CONSULTATION, LA COOPERATION  
ET L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS**



**OICV-IOSCO**

**ORGANISATION INTERNATIONALE DES COMMISSIONS DE VALEURS  
MOBILIERES  
INTERNATIONAL ORGANIZATION OF SECURITIES COMMISSIONS**

Mai 2002

**OBJET**

Les signataires du présent Accord multilatéral de l'OICV :

Considérant l'accroissement de l'activité internationale sur les marchés de valeurs mobilières et de produits dérivés et le besoin consécutif d'une coopération mutuelle et d'une consultation entre les membres de l'OICV visant à garantir le respect et l'application des lois et réglementations sur les valeurs mobilières et les produits dérivés ;

Considérant les événements du 11 septembre 2001, qui ont souligné l'importance d'un renforcement de la coopération entre les membres de l'OICV ;

Désireux de se fournir l'assistance mutuelle la plus complète possible en vue de faciliter l'exécution des fonctions dont ils ont la charge dans leurs juridictions respectives et de permettre l'application et le respect des lois et réglementations auxquels ils sont soumis, tels que ces termes sont définis dans le présent document,

Sont parvenus à l'Accord suivant :

**DÉFINITIONS**

Aux fins de l'Accord multilatéral de l'OICV :

1. Le terme "Autorité" désigne les organismes de régulation mentionnés à l'annexe A qui, conformément aux procédures décrites à l'annexe B, ont signé le présent Accord.
2. Les termes "Autorité requise" désignent une Autorité à laquelle une demande d'assistance a été présentée dans le cadre du présent Accord.
3. Les termes "Autorité requérante" désignent une Autorité présentant une demande d'assistance dans le cadre du présent Accord.
4. Les termes "Lois et réglementations" désignent les dispositions des lois en vigueur dans les juridictions dont dépendent les Autorités, les règlements promulgués en application de ces lois et les autres dispositions réglementaires relevant de la compétence des Autorités, concernant les activités suivantes :
  - a le délit d'initié, la manipulation de cours, la présentation d'informations matérielles fausses ou trompeuses et les autres fraudes ou manipulations relatives aux valeurs mobilières et aux produits dérivés, y compris les activités de sollicitation et de gestion des fonds des investisseurs et de traitement des ordres de clients ;
  - b l'enregistrement, l'émission, l'offre ou la vente de valeurs mobilières et de produits dérivés ainsi que les obligations déclaratives s'y rapportant ;
  - c les intermédiaires de marché, y compris les conseillers en investissement et en opérations qui doivent être agréés ou enregistrés, les organismes de placement collectif, les courtiers, les « négociants » (dealers) et les agents de transferts ; et

d les marchés, les bourses et les organismes de compensation et de règlement-livraison.

5. Le terme "Personne" désigne une personne physique ou morale ou une entité ou association sans personnalité morale, y compris les sociétés par actions (« corporation ») et les sociétés en nom collectif (« partnership »).

## **ASSISTANCE MUTUELLE ET ÉCHANGE D'INFORMATIONS**

### **6. Principes généraux concernant l'assistance mutuelle et l'échange d'informations**

- a Le présent Accord expose les intentions des Autorités concernant l'assistance mutuelle et l'échange d'informations destinés à permettre l'application et le respect des lois et réglementations en vigueur dans les juridictions dont dépendent les Autorités. L'objectif des dispositions du présent Accord n'est pas de créer des obligations ayant force de loi, ni de remplacer les législations nationales.
- b Les Autorités déclarent que la collecte et la transmission des informations figurant au paragraphe 7(b) à l'Autorité requérante ne sauraient être entravées par des lois ou règlements nationaux relatifs à la non-divulgaration et au blocage.
- c Le présent Accord n'autorise ni n'interdit à une Autorité de prendre des mesures autres que celles qui y sont identifiées dans le but d'obtenir des informations visant à garantir l'application ou le respect des lois et réglementations en vigueur dans sa juridiction.
- d Le présent Accord ne confère à aucune personne, qui ne soit pas une Autorité le droit ou la capacité d'obtenir, de supprimer ou d'écarter, directement ou indirectement, des informations, ni de contester l'exécution d'une demande d'assistance présentée dans le cadre du présent Accord.
- e Les Autorités reconnaissent l'importance et l'utilité de se fournir une assistance mutuelle et de s'échanger des informations dans le but de permettre l'application et le respect des lois et réglementations en vigueur dans leurs juridictions respectives. L'Autorité requise pourra rejeter une demande d'assistance :
- i) dans le cas où la demande l'obligerait à agir en violation de sa législation nationale ;
  - ii) dans le cas où des poursuites pénales auraient déjà été engagées dans la juridiction de l'Autorité requise sur la base des mêmes faits et contre les mêmes personnes, ou dans le cas où des sanctions pénales définitives auraient déjà été prises à l'encontre des mêmes personnes et sur la base des mêmes charges par les Autorités compétentes de la juridiction de l'Autorité requise, à moins que l'Autorité requérante puisse démontrer que l'acquittement ou les sanctions recherchées dans le cadre des poursuites qu'elle a entamées ne sont pas de même nature ou ne font pas double emploi avec l'acquittement ou les sanctions obtenus dans la juridiction de l'Autorité requise ;
  - iii) dans le cas où la demande ne serait pas faite conformément aux dispositions du présent Accord ; ou

- iv) en raison de l'intérêt public ou d'un intérêt national essentiel.

En cas de rejet d'une demande d'assistance ou si celle-ci ne peut pas être satisfaite dans le cadre de la législation nationale, l'Autorité requise indiquera les raisons de son rejet et consultera les autres signataires conformément au paragraphe 12.

## 7. Étendue de l'assistance

- a Dans le cadre du présent Accord, les Autorités se fourniront mutuellement l'assistance la plus complète possible en vue de garantir le respect des lois et réglementations en vigueur dans leurs juridictions respectives.
- b L'assistance prévue dans le cadre du présent Accord comprend, entre autres :
- i) la fourniture des informations et des documents en possession de l'Autorité requise relatifs aux questions mentionnées dans la demande d'assistance ;
  - ii) l'obtention d'informations et de documents relatifs aux questions mentionnées dans la demande d'assistance, et notamment :
    - les données récentes permettant de reconstituer toutes les transactions sur valeurs mobilières et produits dérivés, y compris les données relatives à tous les fonds et avoirs transférés depuis et vers les comptes bancaires et comptes-titres relatifs à ces transactions.
    - les données qui identifient le propriétaire final et la personne disposant du contrôle effectif et, pour chaque transaction, le titulaire du compte, le montant acheté ou vendu, la date de la transaction, le prix de la transaction, et la personne ainsi que la banque ou le courtier et la société de courtage ayant traité la transaction ;
    - les informations qui identifient les propriétaires ou les personnes disposant du contrôle effectif des personnes morales constituées dans la juridiction de l'Autorité requise.
  - iii) Conformément au paragraphe 9(d), le compte rendu de l'audition d'une personne, ou, si cela est autorisé, du témoignage sous serment d'une personne relatif aux questions mentionnées dans la demande d'assistance.
- c La demande d'assistance ne devra pas faire l'objet d'un rejet au motif que le type de comportement faisant l'objet de l'enquête n'est pas contraire aux lois et réglementations en vigueur dans la juridiction de l'Autorité requise.

## 8. Demandes d'assistance

- a Les demandes d'assistance devront être présentées par écrit, sous une forme qui pourra faire l'objet d'un accord de l'OICV, et devront être adressées au service de l'Autorité requise spécifié à l'annexe A.
- b Les demandes d'assistance devront comporter les éléments suivants :
- i) une description des faits sur lesquels repose l'enquête faisant l'objet de la demande et les raisons pour lesquelles l'assistance est demandée ;

- ii) une description de l'assistance souhaitée par l'Autorité requérante et les raisons pour lesquelles les informations demandées lui seront utiles ;
  - iii) toute information connue ou en possession de l'Autorité requérante qui pourrait aider l'Autorité requise à identifier soit les personnes susceptibles de posséder les informations demandées soit les documents recherchés ou les entités auprès desquelles ces informations pourraient être obtenues ;
  - iv) la mention d'éventuelles précautions particulières qui devraient être prises dans le cadre du recueil des informations en raison de considérations liées à l'enquête, et notamment du caractère sensible desdites informations ; et
  - v) les lois et réglementations qui ont pu être enfreintes et qui concernent l'objet de la demande.
- c Dans les situations d'urgence, les demandes d'assistance pourront être faites par téléphone ou télécopie, dans la mesure où ces demandes sont confirmées par un document original signé.

#### **9. Exécution des demandes d'assistance**

- a Les informations et les documents en possession de l'Autorité requise seront fournies à l'Autorité requérante à sa demande.
- b Sur demande, l'Autorité requise pourra exiger la production des documents mentionnés au paragraphe 7(b)(ii) de la part de (i) toute personne désignée par l'Autorité requérante ou de (ii) toute autre personne qui pourrait posséder les informations ou les documents demandés. Sur demande, l'Autorité requise pourra obtenir toute autre information relative à la demande.
- c Sur demande, l'Autorité requise recherchera les réponses aux questions et/ou une déclaration (ou, si cela est autorisé, le témoignage sous serment) de toute personne impliquée, directement ou indirectement, dans les activités faisant l'objet de la demande d'assistance ou qui est en possession d'informations susceptibles de contribuer à la bonne exécution de la requête.
- d A moins que les Autorités n'en aient décidé autrement, les informations et documents demandés dans le cadre du présent Accord seront rassemblés conformément aux procédures en vigueur dans la juridiction de l'Autorité requise, par les personnes qu'elle aura désignées. Si cela est autorisé par les lois et réglementations de la juridiction de l'Autorité requise, un représentant de l'Autorité requérante pourra assister aux conditions et aux prises de témoignages et fournir à un représentant désigné par l'Autorité requise une liste de questions spécifiques à poser à toute personne entendue.
- e Dans les situations d'urgence, les réponses aux demandes d'assistance pourront être faites par téléphone ou télécopie, dans la mesure où ces réponses sont confirmées par un document original signé.

## 10. Utilisations permises des informations échangées

- a L'Autorité requérante pourra utiliser les informations et les documents non publics qui lui auront été fournis en réponse à sa demande d'assistance dans le cadre du présent Accord uniquement pour:
  - i) répondre aux objectifs présentés dans la demande d'assistance, y compris pour assurer le respect des lois et réglementations en rapport avec la demande ; et
  - ii) répondre à un objectif entrant dans le cadre général de l'utilisation mentionnée dans la demande d'assistance, notamment la conduite d'une procédure civile ou administrative, la participation aux activités de surveillance d'un organisme d'autorégulation (dans la mesure où celui-ci est impliqué dans la surveillance des négociations ou du comportement faisant l'objet de la demande), la participation à des poursuites judiciaires ou la conduite d'une enquête pour toute charge générale applicable à la violation de la disposition spécifiée dans la demande, dans la mesure où cette charge générale se rapporte à une violation des lois et réglementations relevant de l'Autorité requérante. Cette utilisation pourra comprendre les procédures d'enquête à caractère public.
- b Si l'Autorité requérante souhaite utiliser les informations qui lui auront été fournies dans le cadre du présent Accord pour remplir un objectif autre que ceux stipulés au paragraphe 10(a), elle doit obtenir l'accord préalable de l'Autorité requise.

## 11. Confidentialité

- a Chaque Autorité préservera le caractère confidentiel des demandes présentées dans le cadre du présent Accord, leur contenu et tous les éléments découlant du présent Accord, y compris les consultations entre Autorités et l'assistance fournie spontanément. Après avoir consulté l'Autorité requérante, l'Autorité requise pourra divulguer le fait que l'Autorité requérante a présenté une demande, si cette révélation est nécessaire pour mener à bien la requête.
- b L'Autorité requérante ne divulguera pas les informations et documents non publics qui lui auront été fournis dans le cadre du présent Accord, sauf dans les cas envisagés au paragraphe 10(a) ou en réponse à une demande ayant force obligatoire. Dans le cas d'une demande ayant force obligatoire, l'Autorité requérante informera l'Autorité requise avant d'y répondre et fera valoir les exonérations ou les privilèges juridiques appropriés concernant ces informations, s'il en existe. L'Autorité requérante s'efforcera de protéger la confidentialité des informations et documents non publics qui lui auront été fournis dans le cadre du présent Accord.
- c Avant de transmettre les informations à un organisme d'autorégulation conformément au paragraphe 10(a)(ii), l'Autorité requérante s'assurera que l'organisme d'autorégulation est compétent et observera en permanence les dispositions relatives à la confidentialité présentées aux paragraphes 11(a) et (b) du présent Accord, et que ces informations seront utilisées conformément au paragraphe 10(a) du présent Accord et ne seront pas exploitées à des fins concurrentielles.



## 12. Consultations concernant l'assistance mutuelle et l'échange d'informations

- a Les Autorités se consulteront régulièrement au sujet des questions d'intérêt commun relatives au présent Accord dans le but d'améliorer son application et de résoudre les difficultés qui pourraient se présenter. En particulier, les Autorités se consulteront en cas de :
- i) changement significatif des conditions de marché, de la conjoncture ou de la législation, dans la mesure où ce changement peut avoir une influence sur l'application du présent Accord ;
  - ii) un changement avéré dans la volonté ou la capacité d'une Autorité à observer les dispositions du présent Accord ; et
  - iii) toute autre circonstance qui rendrait nécessaire ou opportun de consulter, modifier ou étendre le présent Accord afin qu'il puisse continuer à remplir ses objectifs.
- b L'Autorité requérante et l'Autorité requise se consulteront sur les questions relatives à certaines demandes présentées dans le cadre du présent Accord (par exemple, dans le cas où une demande pourrait être rejetée ou s'il apparaît que le fait de répondre à une demande entraînerait des coûts importants). Ces Autorités définiront les termes de leur coopération en fonction des lois en vigueur dans la juridiction de l'Autorité requérante, à moins qu'une telle définition n'oblige l'Autorité requise à outrepasser ses pouvoirs ou ne soit interdite par les lois en vigueur dans la juridiction de l'Autorité requise. Dans ce cas, l'Autorité requérante et l'Autorité requise devront se consulter.

## 13. Assistance spontanée

Chaque Autorité fournira tous les efforts raisonnables pour fournir aux autres Autorités, sans demande préalable, toute information qu'elle jugera susceptible d'aider les autres Autorités à garantir le respect des lois et réglementations en vigueur dans leurs juridictions.

## DISPOSITIONS FINALES

### 14. Autorités signataires supplémentaires

Les membres de l'OICV pourront devenir des Autorités au sens du présent Accord conformément aux procédures définies à l'annexe B. Les nouvelles Autorités pourront être ajoutées au présent Accord en signant l'annexe A.

### 15. Entrée en vigueur

La coopération telle que définie dans le présent Accord prendra effet à la date de sa signature par les Autorités. L'Accord s'appliquera aux nouvelles Autorités dès que celles-ci auront signé l'annexe A.

## 16. Résiliation

- a Une Autorité pourra à tout moment mettre fin à sa participation au présent Accord, par notification écrite adressée à chaque autre Autorité signataire au moins 30 jours à l'avance.
- b Si, conformément aux procédures mentionnées à l'annexe B, les présidents du Comité Technique, du Comité des Marchés Emergents et du Comité Exécutif (le "Comité des Présidents") déterminent qu'il y a eu un changement avéré dans la volonté ou la capacité d'une Autorité à observer les dispositions du présent Accord tel que disposé au paragraphe 12(a)(ii), après que celle-ci en a reçu la notification et eut la possibilité d'être entendue, le Comité des Présidents pourra, après avoir consulté le Président du Comité Régional compétent, mettre fin à la participation de cette Autorité au présent Accord. Cette décision pourra être réexaminée par le Comité Exécutif.
- c Dans le cas où une Autorité déciderait de mettre fin à sa participation au présent Accord, la coopération et l'assistance définies dans le cadre de cet Accord se poursuivront pendant une période de 30 jours après que l'Autorité aura notifié par écrit son intention de mettre fin à cette coopération et à cette assistance. Si une Autorité présente une notification de résiliation, la coopération et l'assistance proposées dans le cadre au présent Accord se poursuivront en ce qui concerne toutes les demandes d'assistance faites ou toutes les informations fournies avant la date d'entrée en vigueur de la notification (telle que spécifiée dans la notification, sans pouvoir être antérieure à la date d'envoi de la notification), jusqu'à ce que l'Autorité requérante mette un terme à la question faisant l'objet de la demande d'assistance.
- d Dans le cas d'une résiliation de la participation d'une Autorité au présent Accord, conformément aux dispositions des paragraphes 16(a) ou 16(b), les informations obtenues dans le cadre de l'Accord devront continuer à être traitées de manière confidentielle conformément aux termes de l'article 11 et la coopération prévue dans le cadre du présent Accord se poursuivra entre les autres Autorités.

**ANNEXE A**

**La liste des signataires est publiée par l'Organisation Internationale des Commissions  
de valeurs ([www.iosco.org](http://www.iosco.org))**

## **ANNEXE B**

### **Procédures concernant la consultation, la coopération et l'échange d'informations dans le cadre de l'Accord multilatéral**

#### **I. Candidature pour devenir signataire de l'Accord**

- a Tout organisme gouvernemental de régulation, qu'il soit membre ordinaire ou associé de l'OICV, peut, à tout moment, présenter sa candidature en vue de participer à l'Accord. Les candidatures doivent être présentées au Secrétaire général de l'OICV.
- b Tous les candidats doivent compléter entièrement le questionnaire, inclus au point IV de l'annexe B, et fournir les copies des lois, règlements et réglementations auxquels ils sont soumis, comme indiqué dans le questionnaire. Les réponses doivent identifier et expliquer la capacité juridique dont dispose le candidat pour satisfaire aux dispositions spécifiques de l'Accord mentionnées dans le questionnaire, qui sont indispensables à l'assistance mutuelle et l'échange d'informations afin de pouvoir garantir l'application des lois sur les valeurs mobilières et les produits dérivés.
- c Les réponses au questionnaire seront vérifiées par le Comité Permanent 4 (Standing Committee 4) du Comité Technique et par le Groupe de Travail 4 du Comité des Marchés Emergents ("groupe de sélection" – Screening Group), avec le soutien administratif du Secrétaire général. Le Groupe de Sélection mettra en place des équipes de vérification comprenant des membres disposant d'une expertise substantielle en matière d'application des lois sur les valeurs mobilières et les produits dérivés, ainsi qu'en matière d'échange d'informations sur le plan international. Le groupe de sélection aura la possibilité d'inviter d'autres membres de l'OICV à participer aux équipes de vérification.
- d L'examen des réponses fournies au questionnaire se limitera à vérifier qu'elles reflètent de manière exacte, la capacité juridique dont disposent les membres pour satisfaire aux dispositions spécifiques de l'Accord mentionnées dans le questionnaire, sur la base des lois, règlements et réglementations cités dans les réponses. En se fondant sur l'analyse qu'elles auront faite des réponses au questionnaire, les équipes de vérification présenteront des recommandations spécifiques au groupe de vérification concernant la capacité des candidats à respecter chaque disposition de l'Accord citée dans le questionnaire.
- e Le groupe de vérification présentera ses recommandations concernant la vérification des réponses du candidat qu'il aura effectuée à un groupe de décision. Avant de faire une recommandation négative au sujet d'une candidature, le groupe de vérification devra en informer le candidat par écrit, en identifiant les dispositions spécifiques de l'Accord pour lesquelles la capacité juridique du candidat est jugée insuffisante. A sa demande, le candidat aura la possibilité d'être entendu par le groupe de vérification.
- f Le groupe de décision se composera des Présidents du Comité Technique, du Comité des Marchés Emergents et du Comité Exécutif (le "Comité des Présidents"). Après avoir consulté le président du Comité Régional compétent, ce groupe décidera

d'accepter ou de rejeter les candidatures présentées en vue devenir signataire de l'Accord, en se fondant sur les recommandations du groupe de vérification.

Avant de présenter une recommandation négative sur une candidature, le groupe de décision devra en informer le candidat par écrit, en identifiant les dispositions spécifiques de l'Accord pour lesquelles la capacité juridique du candidat est jugée insuffisante. A sa demande, le candidat aura la possibilité d'être entendu par le groupe de décision.

- g Si le groupe de décision juge suffisante la capacité juridique du candidat à satisfaire aux dispositions de l'Accord mentionnées dans le questionnaire, tel que disposé au paragraphe I(f), le candidat sera invité par l'OICV à devenir signataire de l'Accord. L'annexe A accueillera les noms et signatures de toutes les Autorités signataires de l'Accord et sera mise à jour par le Secrétaire général de l'OICV. Les réponses des candidats ainsi invités à devenir signataires de l'Accord seront publiées sur la partie du site internet de l'OICV réservée aux membres.
- h Les décisions du Comité des Présidents devront être prises sous l'autorité du Comité Exécutif. Toutefois, si un candidat n'est pas satisfait par la décision du Comité des Présidents, il pourra, par notification écrite adressée au Secrétaire général, demander que la décision soit réexaminée par le Comité Exécutif. Cette demande sera présentée par le Secrétaire général lors de la réunion suivante du Comité Exécutif, qui devra se tenir dans un délai de 30 jours après réception de la demande, et devra être accompagnée des documents et suivre les procédures décidées par le Comité Exécutif. Le Comité Exécutif pourra confirmer la décision du Comité des Présidents ou la remplacer par une nouvelle décision, ou encore donner à la demande les suites qu'il jugera appropriées.
- i Un candidat auquel une décision négative aura été notifiée conformément aux paragraphes I(f) et I(h) pourra déposer une nouvelle candidature afin de devenir signataire de l'Accord, conformément aux procédures décrites aux paragraphes II(e) à II(g), après avoir obtenu la capacité juridique dont l'OICV l'a jugé dépourvu.

## **II. Engagement à devenir signataire**

- a Les membres ne disposant pas de la capacité juridique leur permettant de satisfaire aux dispositions de l'Accord mentionnées dans le questionnaire pourront néanmoins le compléter et indiquer dans leurs réponses, le cas échéant, qu'ils s'engagent à tenter d'obtenir la capacité juridique nécessaire.
- b Tous les questionnaires complétés seront étudiés selon la même procédure que celle présentée aux paragraphes I(c) et I(d). Cette étude se limitera à vérifier que les lois, règlements et réglementations présentés confirment la capacité juridique du candidat à satisfaire aux dispositions de l'Accord mentionnées dans le questionnaire.
- c Le groupe de vérification devra indiquer par écrit aux candidats les dispositions spécifiques de l'Accord pour lesquelles leur capacité juridique est jugée insuffisante.
- d Les candidats qui remplissent le questionnaire comme indiqué au paragraphe II(a) ou auxquels est notifiée une décision négative comme indiqué au paragraphe I(f) pourront

faire savoir à l'OICV qu'ils s'engagent à tenter d'obtenir la capacité juridique leur permettant de satisfaire à toutes les dispositions de l'Accord mentionnées dans le questionnaire. Ces membres seront cités dans une liste jointe à la présente annexe B. Cette liste sera mise à jour par le Secrétaire général de l'OICV. Les réponses de ces membres seront publiées avec leur consentement sur la partie du site Internet réservée aux membres de l'OICV.

- e Après avoir obtenu la capacité juridique qui avait été jugée insuffisante au cours de la phase de vérification, un membre pourra proposer sa candidature pour devenir signataire de l'Accord en : (1) soumettant une réponse mise à jour du questionnaire indiquant les changements apportés à la capacité juridique, précédemment jugée insuffisante ; et (2) confirmant l'exactitude de toutes les autres informations précédemment fournies dans la réponse au questionnaire.
- f La capacité juridique présentée conformément au paragraphe IIe(1) fera l'objet d'une vérification selon les procédures définies aux paragraphes I(c) à I(g).
- g Après vérification de la capacité juridique conformément au paragraphe IIe(1), le candidat sera invité par l'OICV à devenir signataire de l'Accord et à en signer l'annexe A. Les réponses mises à jour de ces candidats seront publiées sur la partie du site internet réservée aux membres de l'OICV.

### III. Suivi de l'application de l'Accord

- a Afin de garantir le suivi effectif de l'application de l'Accord, les signataires devront mettre à jour leurs réponses publiées sur la partie du site internet réservée aux membres de l'OICV quand cela sera nécessaire.
- b Le paragraphe 12(a) prévoit une consultation périodique sur un certain nombre de questions d'intérêt commun aux signataires de l'Accord, dans le but d'en améliorer l'application. Ces consultations seront menées par les signataires de l'Accord ("groupe de suivi", « *Monitoring Group* »), avec le soutien administratif du Secrétaire général. Après avoir consulté le Comité Exécutif, le groupe de suivi pourra mettre en place des procédures visant à simplifier ces consultations périodiques. Ces procédures devront prévoir la notification écrite aux signataires des points qui seront abordés au cours des consultations, ainsi que la possibilité d'être entendu et de répondre. Le groupe de suivi pourra se faire assister par d'autres instances de l'OICV dans ses fonctions de consultation et de recommandation.
- c Le groupe de suivi aura toute discrétion pour étudier et recommander une série d'options possibles visant à encourager l'application de l'Accord dans le cas où un signataire ferait preuve d'un changement dans sa volonté ou sa capacité à en observer les dispositions. Les options pourront comprendre : l'octroi au signataire d'un délai pour se conformer à l'Accord, l'examen approfondi, par les autres signataires, d'un signataire susceptible de ne pas être en conformité avec l'Accord, la notification publique de la non-conformité, la suspension ou la résiliation de la participation d'un signataire à l'Accord, conformément au paragraphe 16(b) de l'Accord.
- d Si, à la suite de ces consultations, d'autres actions doivent être mises en oeuvre, le groupe de suivi présentera des recommandations à un groupe de décision composé des

présidents du Comité Technique, du Comité des Marchés Emergents et du Comité Exécutif. Le groupe de décision étudiera les recommandations du groupe des signataires et, le cas échéant, engagera les actions nécessaires.

- e Si, le groupe de décision de l'OICV, après qu'un signataire en a reçu la notification et a eu la possibilité d'être entendu, détermine qu'il y a eu un changement avéré dans la volonté ou la capacité de celui-ci à observer les dispositions de l'Accord telles que définies au paragraphe 12(a)(ii), le groupe de décision en informe le signataire et lui fournit une explication écrite. Le groupe de décision mettra en place des procédures visant à offrir au signataire, sur sa demande, la possibilité d'être entendu et de demander le réexamen de cette décision. Après une dernière révision, le groupe de décision pourra engager des actions visant à encourager le signataire à se conformer à l'Accord ou, le cas échéant, à mettre fin à sa participation à l'Accord, ainsi que disposé au paragraphe 16(b) de ce dernier.
- f Les décisions du groupe de décision devront être prises sous l'autorité du Comité Exécutif. Dans le cas d'une décision de résiliation, si un candidat n'est pas satisfait par les conclusions du comité de décision, il pourra, sur notification écrite adressée au Secrétaire général, demander que la décision soit réexaminée par le Comité Exécutif. Cette demande sera présentée par le Secrétaire général lors de la réunion suivante du Comité Exécutif, qui devra se tenir dans un délai de 30 jours après réception de la demande, et devra être accompagnée des documents et suivre les procédures décidées périodiquement par le Comité Exécutif. Le Comité Exécutif pourra confirmer la décision du groupe de décision ou la remplacer par une nouvelle décision, ou encore donner à la demande les suites qu'il jugera appropriées.
- g Toute décision impliquant un amendement de l'Accord requiert la recommandation unanime des signataires de l'Accord.

#### IV. Questionnaire

##### INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Les réponses au questionnaire ainsi que les annexes (y compris les lois, règlements et réglementations) devront être fournies dans l'une des quatre langues officielles de l'OICV (anglais, français, espagnol ou portugais).

Les questions suivantes vous demandent de fournir des informations quant à votre capacité de vous conformer aux dispositions de l'Accord multilatéral de l'OICV mentionnées ci-après. Merci d'apporter une réponse complète à chaque question et de joindre les copies des lois, règlements et réglementations appuyant chacune de vos réponses.

Les réponses au questionnaire doivent être transmises au Secrétaire général de l'OICV.

Les questionnaires complétés seront étudiés selon une procédure décidée par l'OICV.

## QUESTIONS

1. Identifiez et expliquez les dispositions générales ou spécifiques des lois, règlements et réglementations (joindre les copies de ces dispositions) qui vous autorisent, vous ou un organisme gouvernemental autonome de votre juridiction, à obtenir :

- a les données récentes permettant de reconstituer toutes les transactions sur valeurs mobilières et produits dérivés, y compris les données relatives à tous les fonds et avoirs transférés depuis et vers les comptes bancaires et comptes titres relatifs à ces transactions.

*(tel que requis au paragraphe 7(b)(ii) de l'Accord)*

- b les données relatives aux transactions de valeurs mobilières et de produits dérivés qui identifient :

1) le client :

- (i) nom du titulaire du compte ; et
- (ii) personne autorisée à effectuer les transactions ;

2) le montant acheté ou vendu ;

3) la date de la transaction ;

4) le montant de la transaction ; et

5) l'individu et la banque ou le courtier et la société de courtage ayant traité la transaction

*(tel que requis au paragraphe 7(b)(ii) de l'Accord)*

- c les informations disponibles dans votre juridiction qui identifient les propriétaires ou les personnes disposant du contrôle effectif des personnes morales ayant leur siège social dans la juridiction de l'Autorité requise.

*(tel que requis au paragraphe 7(b)(ii) de l'Accord)*

2. Identifiez et expliquez les dispositions générales ou spécifiques des lois, règlements et réglementations (joindre les copies de ces dispositions) qui vous autorisent, vous ou un organisme gouvernemental autonome de votre juridiction, à enregistrer l'audition, ou si cela est autorisé, le témoignage sous serment d'une personne.

*(tel que requis au paragraphe 7(b)(iii) de l'Accord)*

3. Identifiez et expliquez les dispositions générales ou spécifiques des lois, règlements et réglementations (joindre les copies de ces dispositions) qui vous autorisent à fournir à des Autorités étrangères :

- a les informations mentionnées au paragraphe 1(a) ci-dessus ;
- b les informations mentionnées au paragraphe 1(b) ci-dessus ;
- c les informations mentionnées au paragraphe 1(c) ci-dessus ;
- d les informations obtenues en application des prérogatives décrites au paragraphe 2 ci-dessus ; et
- e les informations et documents détenus dans vos fichiers.



*(tel que requis au paragraphe 7(b)(i) de l'Accord)*

4. Identifiez et expliquez les dispositions générales ou spécifiques des lois, règlements et réglementations (joindre les copies de ces dispositions) qui vous autorisent à fournir les informations et documents mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus à des Autorités étrangères en réponse aux demandes portant sur :
- a. le délit d'initié, la manipulation de cours, la présentation d'informations matérielles fausses ou trompeuses et les autres fraudes ou manipulations relatives aux valeurs mobilières et aux produits dérivés, y compris les activités de sollicitation et de gestion des fonds d'investisseurs et traitement des ordres de clients ;
  - b. l'enregistrement, l'émission, l'offre ou la vente de valeurs mobilières et de produits dérivés ainsi que les obligations déclaratives s'y rapportant ;
  - c. les intermédiaires de marché, y compris les conseillers en investissement et en opérations qui doivent être agréés ou enregistrés, les organismes de placement collectif, les courtiers, et les « négociants » (dealers) et les agents de transferts ; et
  - d. les marchés, les bourses et les organismes de compensation et de règlement-livraison.

*(tel que requis au paragraphe 7(b)(iv) de l'Accord)*

5. Identifiez et expliquez les dispositions générales ou spécifiques des lois, règlements et réglementations (joindre les copies de ces dispositions) qui vous autorisent à fournir l'assistance décrite au paragraphe 4 ci-dessus à une Autorité étrangère, indépendamment du fait que cette demande ait un intérêt ou non pour votre Autorité.

*(tel que requis au paragraphe 7 de l'Accord)*

6. Identifiez et expliquez les dispositions générales ou spécifiques des lois, règlements et réglementations (joindre les copies de ces dispositions) qui requièrent la conservation des informations et documents suivants (indiquez leur durée de conservation) :

- a les informations mentionnées au paragraphe 1(a) ci-dessus ;
- b les informations mentionnées au paragraphe 1(b) ci-dessus ;
- c les informations mentionnées au paragraphe 1(c) ci-dessus ;

*(tel que requis au paragraphe 7 de l'Accord)*

7. Identifiez et expliquez les lois, règlements et réglementations nationaux (joindre les copies de ces dispositions) relatifs à la non-divulgaration et au blocage (joindre les copies de ces dispositions) qui se rapportent à la collecte ou à la transmission à des Autorités étrangères :

- a des informations mentionnées au paragraphe 1(a) ci-dessus ;
- b des informations mentionnées au paragraphe 1(b) ci-dessus ;

- c des informations mentionnées au paragraphe 1(c) ci-dessus ;
  - d des informations mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus ;
  - e des informations mentionnées au paragraphe 3(e) ci-dessus ;  
(tel que disposé au paragraphe 6(b) de l'Accord)
8. Identifiez et expliquez les dispositions générales ou spécifiques des lois, règlements et réglementations (joindre les copies de ces dispositions) qui restreignent ou limitent les usages suivants par des Autorités étrangères des informations et documents identifiés aux paragraphes 1(a) à (c), 2 et 3(e) ci-dessus fournis par vos soins :
- a afin de garantir le respect des lois et réglementations (y compris afin d'effectuer les enquêtes sur leurs éventuelles violations) concernant les paragraphes:
    - 1) 4(a) ci-dessus ;
    - 2) 4(b) ci-dessus ;
    - 3) 4(c) ci-dessus ; et
    - 4) 4(d) ci-dessus ;
  - b afin d'engager une procédure civile ou administrative, de participer aux activités de surveillance ou d'application de la réglementation d'un organisme d'autorégulation ou afin de collaborer à des poursuites pénales  
(tel que requis au paragraphe 10(a) de l'Accord)
9. Identifiez et expliquez les dispositions générales ou spécifiques des lois, règlements et réglementations (joindre les copies de ces dispositions) qui prévoient la confidentialité:
- a des demandes d'assistance qui vous sont présentées par des Autorités étrangères, de leur contenu et de tous les éléments découlant de ces demandes, y compris les consultations entre ou au sein des Autorités ainsi que de l'assistance spontanée ;  
(tel que requis au paragraphe 11(a) de l'Accord)
  - b des informations et documents reçus des Autorités étrangères.  
(tel que requis au paragraphe 11(b) de l'Accord)

Pièce jointe à l'annexe B

Liste des membres s'engageant à devenir signataires de l'Accord multilatéral de l'OICV portant sur la consultation, la coopération et l'échange d'informations

## ANNEXE C

### Modèle de demande d'informations

Cette demande est présentée conformément aux dispositions de l'Accord de l'OICV portant sur la consultation, la coopération et l'échange d'informations.

Description des faits sur lesquels repose l'enquête :

- entités/individus concernés ; préciser s'ils sont réglementés par l'Autorité requérante
- type d'agissements
- localisation des investisseurs
- localisation des marchés concernés ; préciser s'ils sont réglementés par l'Autorité requérante
- date et durée du comportement suspect
- nature du comportement suspect
- localisation des avoirs
- chronologie des événements pertinents relatifs à l'affaire

Explication de la raison pour laquelle les informations requises sont susceptibles de contribuer à l'avancement de l'enquête.

Description de l'utilisation qui sera faite de l'assistance requise si celle-ci est différente des utilisations prévues par l'Accord.

Description des informations recherchées ou du type d'assistance souhaitée (par exemple, documents relatifs à l'ouverture de comptes, documents d'ouverture de compte, relevés périodiques de comptes, confirmation de transactions, etc...).

Période de temps pour laquelle les documents sont recherchés.

Informations utiles pour l'identification des documents recherchés (par exemple numéro de compte, nom, adresse, date de naissance du titulaire du compte, nom des entités susceptibles de contrôler les comptes).

Informations utiles pour identifier la ou les personnes physiques dont les relevés sont recherchés (par exemple, nom, adresse, date de naissance de l'individu, numéro de téléphone).

Origines des informations (par exemple, individus et entités réglementés, investisseurs, initiés).

Forme sous laquelle il serait utile que les informations soient recueillies.

Indication du souhait éventuel de participer à des auditions.

Précautions particulières à prendre.

Dates des précédentes demandes dans cette même affaire.

Lois et réglementations :

- dispositions des lois sur les valeurs mobilières ou les produits dérivés qui pourraient avoir été violées
- brève description de ces dispositions
- explication de la façon dont les activités faisant l'objet de l'enquête pourraient constituer une violation de ces dispositions

Responsabilité dans la gestion et l'application des lois sur les valeurs mobilières ou les produits dérivés.

Délai de réponse souhaité.

Forme de réponse souhaitée (par exemple, téléphone, courrier, e-mail, support informatique, format).

Renseignements sur la personne avec laquelle prendre contact :

- nom de la personne
- numéros de téléphone et de télécopie
- adresse de courrier électronique

Autres informations pertinentes.

## **IOSCO Multilateral Memorandum of Understanding Concerning Consultation and Cooperation and the Exchange of Information**

### **Purpose**

The purpose of this notice is to publish the Multilateral Memorandum of Understanding Concerning Consultation and Cooperation and the Exchange of Information ("MOU") issued by the International Organization of Securities Commissions ("IOSCO"). The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") has been a signatory to the MOU since December 17, 2002.

The MOU is intended, in particular, to enable signatories, namely, government regulatory bodies that are IOSCO members, to provide one another with the fullest mutual assistance possible to facilitate the performance of the functions with which they are entrusted within their respective jurisdictions to enforce or secure compliance with their securities laws and regulations.

### **Context**

The Authority is today publishing this MOU in accordance with section 15.6 of the *Act respecting the Autorité des marchés financiers* (R.S.Q. c. A-33.2), introduced by the *Act to amend the Act respecting the Autorité des marchés financiers and other legislative provisions* (S.Q. 2008, c. 7), assented to on May 28, 2008.

Under section 15.6 of the *Act respecting the Autorité des marchés financiers*, the Authority may communicate, to a signatory to the MOU and under certain conditions, information or a document obtained or prepared for the purposes of an audit of financial statements of a legal person or partnership that is under an investigation by the Authority, if the communication is needed by that signatory in the exercise of its powers of investigation.

The list of signatories in Appendix A to the MOU, published below, is regularly updated. The latest list is available on the IOSCO website at the following address:

[http://www.iosco.org/library/index.cfm?section=mou\\_siglist](http://www.iosco.org/library/index.cfm?section=mou_siglist)

**June 6, 2008**

**MULTILATERAL MEMORANDUM OF UNDERSTANDING  
CONCERNING CONSULTATION AND COOPERATION  
AND THE EXCHANGE OF INFORMATION**



**INTERNATIONAL ORGANIZATION OF SECURITIES COMMISSIONS**

MAY 2002

## PURPOSE

The signatories to this IOSCO Multilateral Memorandum of Understanding:

Considering the increasing international activity in the securities and derivatives markets, and the corresponding need for mutual cooperation and consultation among IOSCO Members to ensure compliance with, and enforcement of, their securities and derivatives laws and regulations;

Considering the events of September 11, 2001, which underscore the importance of expanding cooperation among IOSCO Members;

Desiring to provide one another with the fullest mutual assistance possible to facilitate the performance of the functions with which they are entrusted within their respective jurisdictions to enforce or secure compliance with their laws and regulations as those terms are defined herein,

Have reached the following understanding:

## DEFINITIONS

For the purposes of this IOSCO Multilateral Memorandum of Understanding:

1. "Authority" means those regulators listed in Appendix A, who, in accordance with the procedures set forth in Appendix B, have signed this Memorandum of Understanding.
2. "Requested Authority" means an Authority to whom a request for assistance is made under this Memorandum of Understanding.
3. "Requesting Authority" means an Authority making a request for assistance under this Memorandum of Understanding.
4. "Laws and Regulations" mean the provisions of the laws of the jurisdictions of the Authorities, the regulations promulgated thereunder, and other regulatory requirements that fall within the competence of the Authorities, concerning the following:
  - a. insider dealing, market manipulation, misrepresentation of material information and other fraudulent or manipulative practices relating to securities and derivatives, including solicitation practices, handling of investor funds and customer orders;
  - b. the registration, issuance, offer, or sale of securities and derivatives, and reporting requirements related thereto;
  - c. market intermediaries, including investment and trading advisers who are required to be licensed or registered, collective investment schemes, brokers, dealers, and transfer agents; and
  - d. markets, exchanges, and clearing and settlement entities.

5. "Person" means a natural or legal person, or unincorporated entity or association, including corporations and partnerships.

## MUTUAL ASSISTANCE AND THE EXCHANGE OF INFORMATION

### 6. General Principles regarding Mutual Assistance and the Exchange of Information

- (a) This Memorandum of Understanding sets forth the Authorities' intent with regard to mutual assistance and the exchange of information for the purpose of enforcing and securing compliance with the respective Laws and Regulations of the jurisdictions of the Authorities. The provisions of this Memorandum of Understanding are not intended to create legally binding obligations or supersede domestic laws.
- (b) The Authorities represent that no domestic secrecy or blocking laws or regulations should prevent the collection or provision of the information set forth in 7(b) to the Requesting Authority.
- (c) This Memorandum of Understanding does not authorize or prohibit an Authority from taking measures other than those identified herein to obtain information necessary to ensure enforcement of, or compliance with, the Laws and Regulations applicable in its jurisdiction.
- (d) This Memorandum of Understanding does not confer upon any Person not an Authority, the right or ability, directly or indirectly to obtain, suppress or exclude any information or to challenge the execution of a request for assistance under this Memorandum of Understanding.
- (e) The Authorities recognize the importance and desirability of providing mutual assistance and exchanging information for the purpose of enforcing, and securing compliance with, the Laws and Regulations applicable in their respective jurisdictions. A request for assistance may be denied by the Requested Authority:
- (i) where the request would require the Requested Authority to act in a manner that would violate domestic law;
- (ii) where a criminal proceeding has already been initiated in the jurisdiction of the Requested Authority based upon the same facts and against the same Persons, or the same Persons have already been the subject of final



punitive sanctions on the same charges by the competent authorities of the jurisdiction of the Requested Authority, unless the Requesting Authority can demonstrate that the relief or sanctions sought in any proceedings initiated by the Requesting Authority would not be of the same nature or duplicative of any relief or sanctions obtained in the jurisdiction of the Requested Authority.

(iii) where the request is not made in accordance with the provisions of this Memorandum of Understanding; or

(iv) on grounds of public interest or essential national interest.

Where a request for assistance is denied, or where assistance is not available under domestic law, the Requested Authority will provide the reasons for not granting the assistance and consult pursuant to paragraph 12.

## **7. Scope of Assistance**

(a) The Authorities will, within the framework of this Memorandum of Understanding, provide each other with the fullest assistance permissible to secure compliance with the respective Laws and Regulations of the Authorities.

(b) The assistance available under this Memorandum of Understanding includes, without limitation:

(i) providing information and documents held in the files of the Requested Authority regarding the matters set forth in the request for assistance;

(ii) obtaining information and documents regarding the matters set forth in the request for assistance, including:

- contemporaneous records sufficient to reconstruct all securities and derivatives transactions, including records of all funds and assets transferred into and out of bank and brokerage accounts relating to these transactions;
- records that identify: the beneficial owner and controller, and for each transaction, the account holder; the amount purchased or sold; the time of the transaction; the price of the transaction; and the individual and the bank or broker and brokerage house that handled the transaction; and

- information identifying persons who beneficially own or control non-natural Persons organized in the jurisdiction of the Requested Authority.

(iii) In accordance with Paragraph 9(d), taking or compelling a Person's statement, or, where permissible, testimony under oath, regarding the matters set forth in the request for assistance.

- (c) Assistance will not be denied based on the fact that the type of conduct under investigation would not be a violation of the Laws and Regulations of the Requested Authority.

## **8. Requests For Assistance**

- (a) Requests for assistance will be made in writing, in such form as may be agreed by IOSCO from time to time, and will be addressed to the Requested Authority's contact office listed in Appendix A.
- (b) Requests for assistance will include the following:
- (i) a description of the facts underlying the investigation that are the subject of the request, and the purpose for which the assistance is sought;
  - (ii) a description of the assistance sought by the Requesting Authority and why the information sought will be of assistance;
  - (iii) any information known to, or in the possession of, the Requesting Authority that might assist the Requested Authority in identifying either the Persons believed to possess the information or documents sought or the places where such information may be obtained;
  - (iv) an indication of any special precautions that should be taken in collecting the information due to investigatory considerations, including the sensitivity of the information; and
  - (v) the Laws and Regulations that may have been violated and that relate to the subject matter of the request.
- (c) In urgent circumstances, requests for assistance may be effected by telephone or facsimile, provided such communication is confirmed through an original, signed document.

## **9. Execution of Requests for Assistance**

- (a) Information and documents held in the files of the Requested Authority will be provided to the Requesting Authority upon request.
- (b) Upon request, the Requested Authority will require the production of documents identified in 7(b)(ii) from (i) any Person designated by the Requesting Authority, or (ii) any other Person who may possess the requested information or documents. Upon request, the Requested Authority will obtain other information relevant to the request.
- (c) Upon request, the Requested Authority will seek responses to questions and/or a statement (or where permissible, testimony under oath) from any Person involved, directly or indirectly, in the activities that are the subject matter of the request for assistance or who is in possession of information that may assist in the execution of the request.
- (d) Unless otherwise arranged by the Authorities, information and documents requested under this Memorandum of Understanding will be gathered in accordance with the procedures applicable in the jurisdiction of the Requested Authority and by persons designated by the Requested Authority. Where permissible under the Laws and Regulations of the jurisdiction of the Requested Authority, a representative of the Requesting Authority may be present at the taking of statements and testimony and may provide, to a designated representative of the Requested Authority, specific questions to be asked of any witness.
- (e) In urgent circumstances, the response to requests for assistance may be effected by telephone or facsimile, provided such communication is confirmed through an original, signed document.

## **10. Permissible Uses of Information**

- (a) The Requesting Authority may use non-public information and non-public documents furnished in response to a request for assistance under this Memorandum of Understanding solely for:
  - (i) the purposes set forth in the request for assistance, including ensuring compliance with the Laws and Regulations related to the request; and

- (ii) a purpose within the general framework of the use stated in the request for assistance, including conducting a civil or administrative enforcement proceeding, assisting in a self-regulatory organization's surveillance or enforcement activities (insofar as it is involved in the supervision of trading or conduct that is the subject of the request), assisting in a criminal prosecution, or conducting any investigation for any general charge applicable to the violation of the provision specified in the request where such general charge pertains to a violation of the Laws and Regulations administered by the Requesting Authority. This use may include enforcement proceedings which are public.
- (b) If a Requesting Authority intends to use information furnished under this Memorandum of Understanding for any purpose other than those stated in Paragraph 10(a), it must obtain the consent of the Requested Authority.

## 11. Confidentiality

- (a) Each Authority will keep confidential requests made under this Memorandum of Understanding, the contents of such requests, and any matters arising under this Memorandum of Understanding, including consultations between or among the Authorities, and unsolicited assistance. After consultation with the Requesting Authority, the Requested Authority may disclose the fact that the Requesting Authority has made the request if such disclosure is required to carry out the request.
- (b) The Requesting Authority will not disclose non-public documents and information received under this Memorandum of Understanding, except as contemplated by paragraph 10(a) or in response to a legally enforceable demand. In the event of a legally enforceable demand, the Requesting Authority will notify the Requested Authority prior to complying with the demand, and will assert such appropriate legal exemptions or privileges with respect to such information as may be available. The Requesting Authority will use its best efforts to protect the confidentiality of non-public documents and information received under this Memorandum of Understanding.
- (c) Prior to providing information to a self-regulatory organization in accordance with paragraph 10(a)(ii), the Requesting Authority will ensure that the self-regulatory organization is able and will comply on an ongoing basis with the confidentiality provisions set forth in paragraphs 11(a) and (b) of this Memorandum of Understanding, and

that the information will be used only in accordance with paragraph 10(a) of this Memorandum of Understanding, and will not be used for competitive advantage.

## **12. Consultation Regarding Mutual Assistance and the Exchange of Information**

- (a) The Authorities will consult periodically with each other regarding this Memorandum of Understanding about matters of common concern with a view to improving its operation and resolving any issues that may arise. In particular, the Authorities will consult in the event of:
  - (i) a significant change in market or business conditions or in legislation where such change is relevant to the operation of this Memorandum of Understanding;
  - (ii) a demonstrated change in the willingness or ability of an Authority to meet the provisions of this Memorandum of Understanding; and
  - (iii) any other circumstance that makes it necessary or appropriate to consult, amend or extend this Memorandum of Understanding in order to achieve its purposes.
- (b) The Requesting Authority and Requested Authority will consult with one another in matters relating to specific requests made pursuant to this Memorandum of Understanding (e.g., where a request may be denied, or if it appears that responding to a request will involve a substantial cost). These Authorities will define the terms herein in accordance with the relevant laws of the jurisdiction of the Requesting Authority unless such definition would require the Requested Authority to exceed its legal authority or otherwise be prohibited by the laws applicable in the jurisdiction of the Requested Authority. In such case, the Requesting and Requested Authorities will consult.

## **13. Unsolicited Assistance**

Each Authority will make all reasonable efforts to provide, without prior request, the other Authorities with any information that it considers is likely to be of assistance to those other Authorities in securing compliance with Laws and Regulations applicable in their jurisdiction.

## FINAL PROVISIONS

### 14. Additional Authorities

Additional IOSCO members may become Authorities under this Memorandum of Understanding in accordance with the procedures set forth in Appendix B. New Authorities may be added under this Memorandum of Understanding by signing Appendix A.

### 15. Effective Date

Cooperation in accordance with this Memorandum of Understanding will begin on the date of its signing by the Authorities. The Memorandum of Understanding will be effective as to additional Authorities as of the date of that Authority's signing of Appendix A.

### 16. Termination

- (a) An Authority may terminate its participation in this Memorandum of Understanding at any time by giving at least 30 days prior written notice to each other Authority.
- (b) If, in accordance with the procedures set forth in Appendix B, the Chairmen of the Technical, Emerging Markets and Executive Committees (the "Committee of Chairmen") determine, following notice and opportunity to be heard, that there has been a demonstrated change in the willingness or ability of an Authority to meet the provisions of this Memorandum of Understanding, as set forth in paragraph 12(a)(ii), the Committee of Chairmen may, after consultation with the Chairman of the relevant Regional Committee, terminate that Authority's participation in this Memorandum of Understanding, subject to a possible review by the Executive Committee.
- (c) In the event that an Authority decides to terminate its participation in this Memorandum of Understanding, cooperation and assistance in accordance with this Memorandum of Understanding will continue until the expiration of 30 days after that Authority gives written notice to the other Authorities of its intention to discontinue cooperation and assistance hereunder. If any Authority gives a termination notice, cooperation and assistance in accordance with this Memorandum of Understanding will continue with respect to all requests for assistance that were made, or information provided, before the effective date of notification (as indicated in the notice but no earlier than the date the notice is sent) until the Requesting

Authority terminates the matter for which assistance was requested.

- (d) In the event of the termination of an Authority's participation in the Memorandum of Understanding, whether under the provisions of 16(a) or 16(b), information obtained under this Memorandum of Understanding will continue to be treated confidentially in the manner prescribed under Article 11 and cooperation under this Memorandum of Understanding will continue among the other Authorities.

**APPENDIX A**

**List of Signatories**



**APPENDIX B****Procedures Under the Multilateral Memorandum of Understanding  
Concerning Consultation and Cooperation and the Exchange of  
Information****I. Application to Become a Signatory to the MOU**

- (a) All governmental regulatory bodies that are Ordinary or Associate Members of IOSCO are eligible to apply to participate in the MOU at any time. Applications should be submitted to the IOSCO Secretary General.
- (b) All applicants must provide a complete response to the questionnaire, which is included in Part IV of this Appendix B, and provide copies of their supporting laws, rules and regulations as indicated in the questionnaire. Responses should identify and explain the applicant's legal authority to meet the specific MOU provisions cited in the questionnaire, which are essential to mutual assistance and the exchange of information in order to successfully enforce securities and derivatives laws.
- (c) Responses to the questionnaire will be verified by the Technical Committee's Standing Committee 4 and the Emerging Market Committee's Working Party 4 ("screening group"), with administrative support provided by the Secretary General. The screening group will establish verification teams that include members with substantial expertise in enforcement of securities and derivatives laws, as well as expertise in cross border information sharing. The screening group has discretion to invite other IOSCO members to participate in the verification teams.
- (d) The verification of the questionnaire responses will be limited to verification that the responses accurately reflect the legal authority of members to comply with the specific MOU provisions cited in the questionnaire based on the laws, rules and regulations cited in the responses. Based on their review of the questionnaire responses, the verification teams will make specific recommendations to the screening body concerning the ability of the applicant to comply with each MOU provision cited in the questionnaire.
- (e) The screening group will make recommendations concerning its verification of applicant responses to a decision making group. Prior to making any negative recommendation on an application, the screening group will notify the applicant in writing, identifying the specific MOU provisions for which the applicant lacks legal authority. The applicant will have an opportunity, upon request, to be heard by the screening group.
- (f) The decision-making group will be comprised of the Chairmen of the Technical, Emerging Markets, and Executive Committees ("Committee of Chairmen"). Together, this group, after consultation with the Chairman of the relevant Regional Committee, will decide whether to accept or reject applications to become an MOU signatory based on the screening group's recommendations.

Prior to making any negative decision, the decision making group will notify the applicant in writing, identifying the specific MOU provisions for which the applicant lacks legal authority. The applicant will have an opportunity, upon request, to be heard by the decision-making group.

- (g) Upon decision by the decision-making group of the applicant's legal authority to meet the MOU provisions cited in the questionnaire, as described in I(f) above, the applicant will be invited by IOSCO to be a signatory. Appendix A will contain the names and signatures of all Authorities to the MOU and will be maintained and updated by the IOSCO Secretary General. The responses of applicants that are so invited to be signatories will be posted on the IOSCO members-only website.
- (h) Decisions of the Committee of Chairmen shall be made under the authority of the Executive Committee. However, an applicant dissatisfied with the decision of the Committee of Chairmen may, by written notice to the Secretary General, request that the decision be reviewed by the Executive Committee. Such request will be referred by the Secretary General to the next meeting of the Executive Committee to be held at least thirty days following receipt of the request and shall be accompanied by such material and be dealt with under such procedures as the Executive Committee may from time to time decide. The Executive Committee may confirm the original decision of the Committee of Chairmen or may substitute a new decision or otherwise deal with the request as it considers fit.
- (i) An applicant notified of a negative decision pursuant to I(f) and I(h) above, may re-apply to become a signatory, in accordance with the procedures in Part II(e)-(g) below, once it obtains the legal authority that IOSCO has determined is lacking.

## **II. Commitment to Become a Signatory**

- (a) Members that do not have the legal authority to meet all the MOU provisions cited in the questionnaire, may nonetheless complete the questionnaire, and voluntarily express in their responses, where appropriate, that they are committed to seeking the legal authority necessary to enable them to do so.
- (b) All completed questionnaires will be reviewed in the same manner set forth in I(c) and (d) above. Such review will be limited to verification that the laws, rules, and regulations submitted support the member's legal authority to meet the MOU provisions cited in the questionnaire.
- (c) The screening group will notify the members in writing of the specific MOU provisions for which the member lacks legal authority.
- (d) Members that complete the questionnaire as provided for in Part II(a) above or that receive notification of a negative decision as provided for in Part I(f) above, may express to IOSCO their commitment to obtain the legal authority to meet all the MOU provisions cited in the questionnaire. Such members will be listed in an attachment to this Appendix B. This list will be maintained and updated

by IOSCO's Secretary General. The responses of such members, with their consent, will be posted on the IOSCO members-only website.

- (e) After obtaining the legal authority identified as lacking during the verification process, a member may apply to become a signatory to the MOU by: (1) submitting an updated response to the questionnaire identifying changes to the legal authority previously identified as lacking; and (2) confirming the continued accuracy of all other information previously submitted in response to the questionnaire.
- (f) The legal authority submitted in accordance with II(e)(1) will be verified in accordance with the procedures referenced in I(c) to I(g).
- (g) Upon verification of the legal authority submitted in accordance with II(e)(1), an applicant will be invited by IOSCO to be a signatory and to sign Appendix A of the MOU. The updated responses of such applicants will be posted on the IOSCO members-only website.

### III. Monitoring of the Operation of the MOU

- (a) In order to ensure the effective monitoring of the operation of the MOU, signatories will update as appropriate their responses posted on the IOSCO members-only website.
- (b) The MOU provides, in paragraph 12(a), for periodic consultation about certain significant, enumerated matters of common concern to the MOU signatories with a view to improving operation of the MOU. Such consultations will be conducted by the MOU signatories ("monitoring group"), with administrative support provided by the Secretary General. The monitoring group may establish procedures, in consultation with the Executive Committee, to facilitate their periodic consultations. Such procedures will include written notice to signatories of the issues to be considered during consultations, and an opportunity to be heard and respond. The monitoring group may obtain the assistance of other IOSCO bodies in performing its consultation and recommendation functions.
- (c) The monitoring group has discretion to consider and recommend a range of possible options to encourage compliance in the event that a signatory demonstrates a change in its willingness or ability to meet the standards of the MOU provisions. The options might include: Providing a period of time for the signatory to comply; full peer review of a signatory that may not be in compliance; public notice of non-compliance; suspension of a signatory from MOU participation; or termination from the MOU participation as provided in the MOU (section 16(b)).
- (d) If further action is necessary as a result of such consultations, the consultation group will forward recommendations to a decision-making group comprised of the Chairman of the Technical, Emerging Markets and Executive Committees. The decision-making group will consider the signatory group's recommendations and, where appropriate, take action.

- (e) If the IOSCO decision-making body determines, following notice and an opportunity to be heard, that there has been a demonstrated change in the willingness or ability of a signatory to meet the provisions of the MOU, as provided in paragraph 12(a)(ii) of the MOU, the decision-making body will notify the signatory of the determination and provide the signatory with a written explanation of the determination. The decision-making group will establish procedures to provide the signatory with an opportunity, upon request, to be heard and seek review of the determination. Upon a final determination, the decision-making body may take action to encourage the signatory's compliance with the MOU, or where appropriate, the decision-making body may terminate the signatory's participation in the MOU as provided in paragraph 16(b) of the MOU.
- (f) Decisions of the decision-making body shall be made under the authority of the Executive Committee. In case of a decision of termination, an applicant dissatisfied with the decision of the decision-making body may, by written notice to the Secretary General, request that the decision be reviewed by the Executive Committee. Such request will be referred by the Secretary General to the next meeting of the Executive Committee to be held at least thirty days following receipt of the request and shall be accompanied by such material and be dealt with under such procedures as the Executive Committee may from time to time decide. The Executive Committee may confirm the original decision of the decision-making body or may substitute a new decision or otherwise deal with the request as it considers fit.
- (g) Any decision involving an amendment to the MOU requires a unanimous recommendation from the signatories to the MOU.

#### **IV. Questionnaire**

##### GENERAL INSTRUCTIONS:

The responses and the accompanying material (including laws, rules and regulations) should be provided in one of the four official languages of IOSCO (English, French, Spanish or Portuguese).

The following questions ask for information indicating your ability to comply with the provisions of the IOSCO Multilateral Memorandum of Understanding cited below. Please provide a complete response to each question, and copies of the laws, rules and regulations that support each response.

Responses to the questionnaire should be sent to the IOSCO Secretary General.

Completed questionnaires will be reviewed by in a manner authorized by IOSCO.

## QUESTIONS:

1. Please identify and explain the general or specific provisions of your laws, rules and regulations (and provide copies of these provisions) that enable you, or a separate governmental body in your jurisdiction, to obtain:
  - (a) contemporaneous records sufficient to reconstruct all securities and derivatives transactions, including records of all funds and assets transferred into and out of bank and brokerage accounts relating to those transactions;  
*(as required by Paragraph 7(b)(ii) of the MOU)*
  - (b) records for securities and derivatives transactions that identify:
    - (1) the client:
      - i. name of the account holder; and
      - ii. person authorized to transact business;
    - (2) the amount purchased or sold;
    - (3) the time of the transaction;
    - (4) the price of the transaction; and
    - (5) the individual and the bank or broker and brokerage house that handled the transaction.  
*(as required by Paragraph 7(b)(ii) of the MOU)*
  - (c) information located in your jurisdiction identifying persons who beneficially own or control non-natural persons organized in your jurisdiction.  
*(as required by Paragraph 7(b)(ii) of the MOU)*
2. Please identify and explain the general or specific provisions of your laws, rules and regulations (and provide copies of these provisions) that enable you, or a separate governmental body in your jurisdiction, to take or compel a person's statement, or, where permissible, testimony under oath.  
*(as required by Paragraph 7(b)(iii) of the MOU)*
3. Please identify and explain the general or specific provisions of your laws, rules and regulations (and provide copies of these provisions) that enable you to provide to foreign authorities:
  - (a) the information identified in 1(a) above;
  - (b) the information identified in 1(b) above;
  - (c) the information identified in 1(c) above;
  - (d) the information obtained through the powers described in 2 above; and
  - (e) information and documents held in your files.  
*(as required by Paragraph 7(b)(i) of the MOU)*
4. Please identify and explain the general or specific provisions of your laws, rules and regulations (and provide copies of these provisions) that enable you to provide the information and documents referenced in 3 above to foreign authorities in response to requests concerning the following:

- (a) insider dealing, market manipulation, misrepresentation of material information and other fraudulent or manipulative practices relating to securities and derivatives, including solicitation practices, handling of investor funds and customer orders;
  - (b) the registration, issuance, offer, or sale of securities and derivatives, and reporting requirements related thereto;
  - (c) market intermediaries, including investment and trading advisers who are required to be licensed or registered, collective investment schemes, brokers, dealers, and transfer agents; and
  - (d) markets, exchanges, and clearing and settlement entities.  
*(as required by Paragraph 7 of the MOU)*
5. Please identify and explain the general or specific provisions of your laws, rules and regulations (and provide copies of these provisions) that enable you to provide assistance referenced in 4 above to a foreign authority, regardless of whether you have an independent interest in the matter.  
*(as required by Paragraph 7 of the MOU)*
6. Please identify and explain the general or specific provisions of your laws, rules and regulations (and provide copies of these provisions) that require maintenance of the following information and documents (including the period of time for which such information or documents are required to be maintained):
- (a) information identified in 1(a) above;
  - (b) information identified in 1(b) above; and
  - (c) information identified in 1(c) above.  
*(as required by Paragraph 7 of the MOU)*
7. Please identify and explain (and provide copies of) any domestic secrecy or blocking laws, rules and regulations that relate to the collection for, or provision to, foreign authorities of:
- (a) the information identified in 1(a) above;
  - (b) the information identified in 1(b) above;
  - (c) the information identified in 1(c) above;
  - (d) the information identified in 2 above; and
  - (e) the information identified in 3(e) above.  
*(As required by Paragraph 6(b) of the MOU)*

8. Please identify and explain (and provide copies of) any specific or general provisions of your laws, rules and regulations which restrict or limit the following uses by foreign authorities of information and documents identified above in 1(a)-(c), 2 and 3(e) provided by you:
- (a) for the purpose of ensuring compliance with (including investigation of potential violations of) laws and regulations related to:
    - (1) 4(a) above;
    - (2) 4(b) above;
    - (3) 4(c) above; and
    - (4) 4(d) above.
  - (b) for the purpose of conducting a civil or administrative enforcement proceeding, assisting in a self-regulatory organization's surveillance or enforcement activities or assisting in a criminal prosecution.  
*(As required by Paragraph 10(a) of the MOU).*
9. Please identify and explain (and provide copies of) any general or specific provisions of your laws, rules and regulations that provide for the confidentiality of:
- (a) requests for assistance made to you by foreign authorities, the contents of such requests, and any matters arising under such requests, including consultations between or among the authorities, and unsolicited assistance;  
and  
*(As required by Paragraph 11(a) of the MOU)*
  - (b) documents and information received from foreign authorities.  
*(As required by Paragraph 11(b) of the MOU)*

---

Attachment to Appendix B

List of members committed to becoming signatories to the IOSCO Multilateral Memorandum of Understanding concerning consultation and cooperation and the exchange of information.

**APPENDIX C**

<b><u>FORM FOR DRAFTING REQUESTS FOR INFORMATION</u></b>
This request is being made pursuant to the provisions of the IOSCO MOU concerning consultation and cooperation and the exchange of information.
<p>Description of the facts underlying the investigation:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>entities/individuals involved and whether regulated or not by the Requesting Authority</i></li> <li>➤ <i>type of scheme</i></li> <li>➤ <i>location of investors</i></li> <li>➤ <i>location of affected markets and whether regulated or not by the Requesting Authority</i></li> <li>➤ <i>timeframe of the suspected misconduct</i></li> <li>➤ <i>nature of the suspected misconduct</i></li> <li>➤ <i>location of assets</i></li> <li>➤ <i>chronology of relevant events</i></li> </ul>
Describe how the information requested will assist in developing the investigation.
Description of uses for which assistance is sought, if other than in accordance with the provisions of the MOU.
Description of the information needed or assistance sought (e.g., <i>account opening documents, periodic account statements, trade confirmations, etc.</i> ).
Time period for which documents should be gathered.
Information useful for identifying the relevant documents (e.g., <i>account number, name, address, date of birth of account holder, names of entities believed to control the accounts</i> ).
Information useful for identifying the individual(s) from whom statements are needed (e.g., <i>name, address, date of birth of individual, telephone number</i> ).
Sources of information (e.g., <i>regulated individuals and entities, investors, knowledgeable insiders</i> ).



Preferred form in which information should be gathered.
Indication of wish to participate in any interview.
Special precautions.
Dates of previous requests in this matter.
Laws and regulations: <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>provisions of the securities or derivatives laws that may have been violated</i></li> <li>➤ <i>brief description of the provisions</i></li> <li>➤ <i>explanation of how the activities being investigated may have constituted violations of such provisions</i></li> </ul>
Responsibility for administering and enforcing the securities or derivatives laws.
Desired time for a reply.
Preferred manner in which information is to be transmitted ( <i>e.g., telephone, courier, e-mail, computer disk and format</i> ).
Contact information : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>name of contact</i></li> <li>➤ <i>telephone and fax numbers</i></li> <li>➤ <i>e-mail address</i></li> </ul>
Other relevant information.